



BALTEL/SIPA

# LES VINGT ANS QUI RÉVOLUTIONNÈRENT L'ÉCONOMIE RUSSE

**Jacques Sapir** est économiste et directeur d'études à l'EHESS. Il montre ici les réussites déjà accomplies et les importants chantiers toujours en cours.

L'économie de la Russie s'est radicalement transformée depuis les années 1990. La transition — la construction d'une économie de marché — a eu un impact fort, qui fut aggravé par des politiques économiques ineptes du temps de Boris Eltsine. La crise d'août 1998 est un point d'orgue, mais aussi le début de la renaissance de l'économie russe.

Les vingt dernières années sont donc celles de la reconstruction et de la transformation en profondeur de cette économie. Celle-ci est aujourd'hui solide, même si tous les anciens problèmes n'ont pas disparu et si de nouveaux problèmes sont aussi apparus.

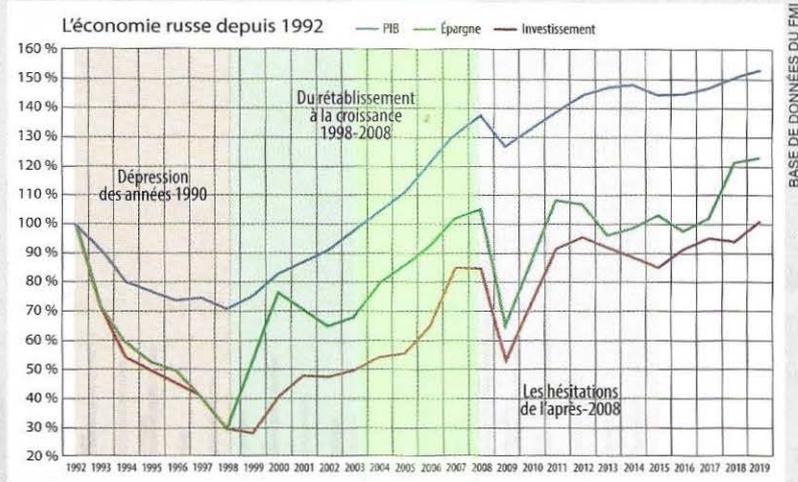
## UNE RENAISSANCE ET UNE RECONSTRUCTION

La Russie a connu, après le terrible appauvrissement des années 1990, un rebond spectaculaire qui a duré jusqu'à la crise financière mondiale de 2008-2009 (voir le graphe page suivante).

La chute brutale jusqu'en 1998 a laissé place à dix années d'une croissance qui a été de 6,9 % par an en moyenne. Une partie de cette dernière a correspondu à un retour à la normale, une fois que la crise de 1998 eut débarassé la Russie d'un taux de change surévalué et de la captation de ses richesses par les marchés financiers via le mécanisme des bons du

Trésor (GKO). La politique gouvernementale a été neutre par rapport à la croissance dans ces années. Mais, à partir de 2002-2004, une phase nouvelle s'installe. À travers des programmes étatiques (les "priorités présidentielles") et la réorganisation de l'industrie pilotée ou incitée par l'État se met progressivement en place un modèle de croissance. Il est aidé par l'envolée des prix du pétrole à partir de 2004, mais celle-ci ne joue que sur la dimension financière. Le développement de l'industrie, de la chimie, des constructions mécaniques, mais aussi de l'agriculture, ne doit rien aux prix de l'énergie. Par contre, ces derniers permettent le financement d'infrastructures, mais aussi de l'embryon d'une politique sociale, deux facteurs qui vont largement contribuer à la croissance et au développement de l'économie.

Les réserves de change ont bénéficié de l'évolution des prix des hydrocarbures. À la suite de la crise de 1998, elles se montaient à 12 milliards de dollars. En juin 2002, avant que le processus de hausse des prix du pétrole s'amorce, elles étaient déjà à plus de 42 milliards. La période ultérieure a été marquée par l'accélération de l'augmentation des réserves et le pic fut atteint en juillet 2008, avec près de 600 milliards de dollars. Elles ont fluctué par la suite, avec les conséquences de la crise de 2008-2009 ou avec les restrictions aux opérations en dollars imposées par les États-Unis en 2014-2015. Mais elles ne sont jamais tombées sous la barre des 350 milliards de dollars et elles se montent aujourd'hui à plus de

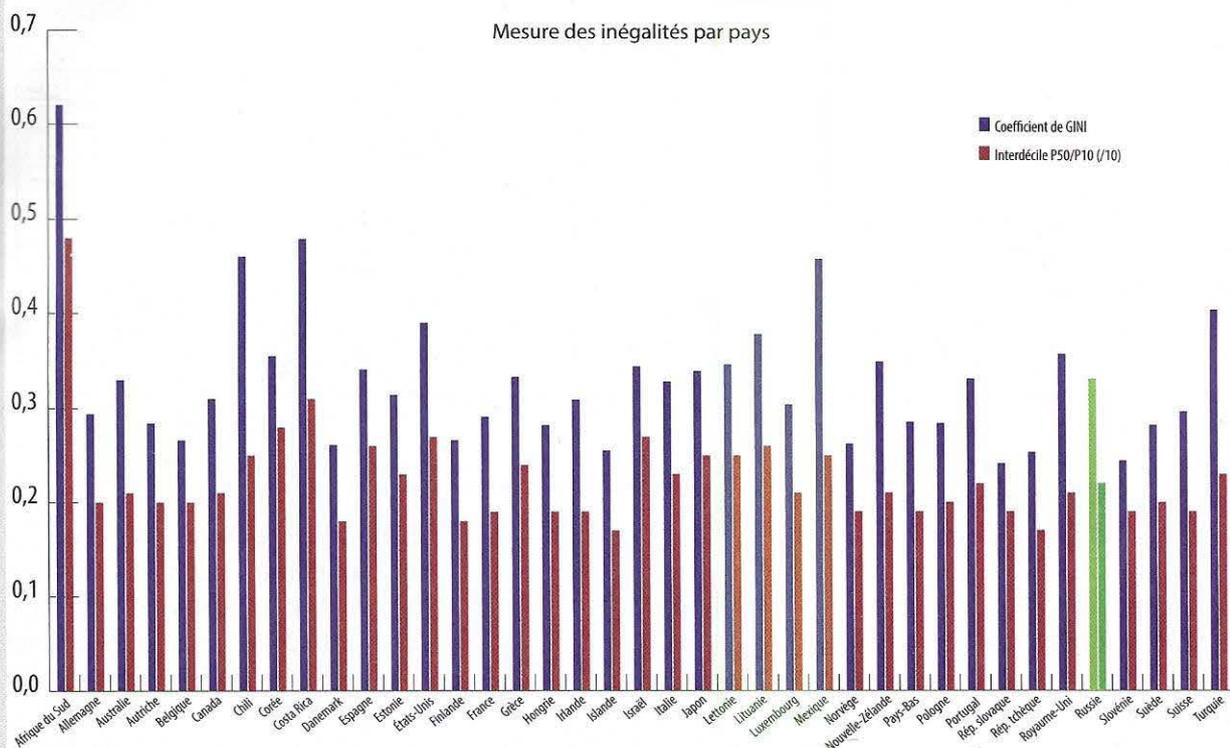


**L'ÉCONOMIE  
EST SOLIDE  
BIEN QUE  
DE NOUVEAUX  
PROBLÈMES  
SE SOIENT  
AJOUTÉS  
AUX ANCIENS.**

530 milliards. Ce niveau est même considéré aujourd'hui comme excessif par certains économistes. Le poids de la dette publique en pourcentage du PIB diminue. De 56 % en 2000, il tombe à 7,5 % en 2008 du fait de la forte croissance, des excédents budgétaires, mais aussi — surprise — de l'inflation. Il remontera par la suite, mais se stabilisera au niveau faible de 14 % en 2018.

**LA RUSSIE EST-ELLE EN EXCÈS D'ÉPARGNE OU EN MANQUE D'INVESTISSEMENTS ?**

À partir de la situation de surinvestissement que l'URSS connaissait et qui persiste en 1992 avec 36,9 % du PIB consacré à l'investissement, ce pourcentage baisse rapidement (voir graphique ci-dessus) et tombe en 1998 à 15 %, ce qui est bien trop bas. Il commence alors à se rétablir, lui aussi, à la suite de la crise financière et revient entre 22 % et 24 % du PIB. L'épargne subit le même effondrement, ce qui traduit l'appauvrissement de la société, et se rétablit également à partir de la crise financière puis croît régulièrement jusqu'en 2018, atteignant près de 30 % du PIB. C'est une valeur importante, qui traduit la forte hausse de l'épargne des entreprises. L'épargne est — en volume — désormais largement supérieure à l'investissement.



Cet “excès” relatif de l'épargne explique donc que la Russie soit exportatrice nette de capitaux, sous la forme d'acquisitions d'entreprises à l'étranger. Mais cela pose aussi la question de savoir si l'investissement ne serait pas, en réalité, insuffisant.

Se dessine ici un des problèmes de l'économie russe. Les gains réalisés par les exportateurs, s'ils sont en partie réinvestis dans l'économie, sont aussi en partie stérilisés au travers des réserves de la Banque centrale de Russie ou au travers des fonds souverains constitués par le ministère des Finances. Cette stérilisation correspond à l'insertion de la Russie dans la finance globalisée, une insertion en partie inévitable si le pays voulait avoir accès à la technologie occidentale et asiatique. Mais cela a probablement été poussé trop loin et a ralenti la croissance tout en créant des vulnérabilités de la Russie aux crises financières. Les sanctions financières prises par les États-Unis pourraient imposer au gouvernement russe de réduire cette financiarisation et de se recentrer sur le développement du pays.

## INÉGALITÉS : LA FIN DES ANNÉES ELTSINE

Le rétablissement de la Russie s'est accompagné d'une diminution des inégalités, qui avaient explosé durant les années 1990. Elles étaient largement supérieures à ce que l'on mesurait aux États-Unis début 2000. Sur la période 2015-2018, elles se sont beaucoup réduites, un mouvement qui a commencé à partir de 2004. Ainsi, le coefficient de Gini — mesure de la dispersion statistique des revenus variant de 0 (égalité parfaite) à 1 (inégalité parfaite) —, qui était supérieur à 0,42 au début des années 2000, est tombé à 0,375 en 2011 et 0,331 en 2017 (voir le graphe ci-dessus).

La Russie reste, à l'évidence, un pays où les inégalités de revenu sont élevées. Mais elle n'est plus un pays où ces dernières sont extrêmes. Les niveaux, qu'il s'agisse du coefficient de Gini ou de l'écart interdécile, sont de l'ordre de ce que l'on connaît au Portugal et en Italie. La Russie est donc loin de l'image qu'en donne une certaine presse, un pays dominé par les oligarques et la mafia.

## L'ÉCONOMIE RUSSE AUJOURD'HUI

La hausse de la productivité du travail, en particulier dans l'industrie ou la construction, montre aussi la transformation de l'économie russe. Entre 2002 et 2016, les gains annuels dans l'industrie manufacturière ont été de 4,34 % en moyenne, de 3,83 % dans la construction et de 3,60 % dans l'agriculture. De tels taux s'expliquent à la fois par la réorganisation des entreprises, la modernisation de leurs équipements et par le contexte général de croissance — dans le cas de l'agriculture, il a été encouragé par les mesures protectionnistes appelées “contre-sanctions” prises par le gouvernement à la suite des mesures occidentales de 2014 —, qui permet aux entreprises de travailler au plein-emploi. Ils sont un bon indicateur du dynamisme de l'industrie russe. Mais on voit aussi que la croissance, de retour depuis 2016, reste faible; pourquoi ?

On est passé d'une croissance de 2,7 % en 2018 à 0,9 % pour la première moitié de 2019. La politique du gouvernement accentue la baisse de la croissance du fait de la pression fiscale. Le salaire réel a, certes, augmenté de 1,3 % et 2,3 % respectivement aux premier et deuxième trimestres de 2019, mais le revenu disponible a baissé de 2 % au premier et n'a augmenté que de 0,5 % au deuxième. La consommation des ménages s'en ressent: les consommations alimentaires

représentent 25 % du budget, ce qui est très élevé pour le développement économique de la Russie; les mouvements sociaux s'expliquent ainsi. Il n'y a pas eu d'augmentation importante des retraites en dépit des promesses faites par

le gouvernement en 2018. La politique du gouvernement a sans doute coûté 1,5 point à la croissance de la Russie au premier semestre 2019. Le financement des “projets nationaux” concernant tant l'éducation supérieure que la santé, la numérisation de l'économie et les transports a ainsi pris beaucoup de retard sur les prévisions.

Il y a donc un problème évident de demande en Russie. La politique de la Banque centrale joue aussi un rôle très négatif. Le crédit reste trop cher, pour les entreprises comme pour les ménages. L'endettement de ces derniers est réduit (15 % du PIB). Or, la stimulation de la demande est la clé du développement de l'économie. C'est d'elle que dépendent tant la hausse des investissements que le développement d'activités compétitives.

L'action du gouvernement a été négative ces derniers mois. Une autre politique économique s'im-

pose impliquant des baisses d'impôts afin de “rendre” du revenu aux ménages et une augmentation des prestations sociales. Cette politique devrait aussi prendre en compte la nécessité d'accroître fortement le financement des “projets nationaux”, en particulier ceux consacrés aux transports et au développement des régions. ●

JACQUES SAPIR

LA RUSSIE  
RESTE,  
À L'ÉVIDENCE,  
UN PAYS OÙ  
LES INÉGALITÉS  
DE REVENUS  
SONT ÉLEVÉES.  
MAIS ELLE  
N'EST PLUS  
UN PAYS  
OÙ ELLES SONT  
EXTRÊMES.